

## Sécurité

### Discours de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, à la Conférence sur la sécurité

Munich, 18 février 2017

Ich danke Ihnen, Herr Ischinger, für Ihre Einladung, lieber Botschafter Ischinger, und ich danke auch für diese schöne Münchner Sicherheitskonferenz. Das ist ein sehr großer Erfolg und in diesem Zusammenhang dieses Jahr, das ist noch wichtiger.

Lieber Sigmar,

Mesdames et Messieurs,

Je vais parler en français... mais vous comprenez tous le français, c'est pour ça.

Encore une fois merci à l'ambassadeur Ischinger de l'opportunité qu'il me donne de m'exprimer, j'allais dire avec Sigmar Gabriel, et de porter devant vous une voix franco-allemande. Je suis heureux de le faire à Munich, dans un pays auquel je suis très attaché et qui, avec la France, forme ce couple franco-allemand dont vous avez parlé Ambassadeur Ischinger, et dont le rôle au service de l'Europe est crucial.

La capacité d'entraînement de nos deux pays, lorsqu'ils allient leurs forces, est plus essentielle que jamais. Notre monde est, en effet, un monde d'incertitudes. Pour qualifier le début du XXème siècle, je veux citer Stefan Zweig. Stefan Zweig était tout à fait représentatif de l'esprit de l'époque tout au début du XXe siècle. Il évoquait un «*âge doré de la sécurité*» («*goldene Zeitalter der Sicherheit*»). On sait ce qu'il en est advenu. L'après-guerre froide aurait d'ailleurs presque pu passer pour cette période toujours rêvée, mais jamais réalisée. Il est clair aujourd'hui que la fin de l'Histoire était une illusion. Car l'Histoire se rappelle sans cesse à notre souvenir et y compris aujourd'hui.

Les risques et les menaces à notre sécurité, individuelle et collective, sans se départir des formes traditionnelles, adoptent des nouveaux contours.

L'annexion par la force de territoires a refait son apparition, ici-même en Europe. Alors que nous avons voulu surmonter les déchirures du passé en renonçant au recours à la force. C'est la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale.

Notre voisinage, à l'Est comme au Sud, est porteur d'instabilité. Le conflit syrien dure depuis bientôt sept ans. Il représente non seulement un drame humain et moral épouvantable, mais aussi un terreau pour l'expansion du terrorisme d'inspiration djihadiste.

Ce terrorisme est une menace d'une particulière gravité pour nos pays, une menace qui résiste à toute approche simplificatrice tant elle provient bien sûr de l'extérieur, mais s'attaque au cœur même de nos sociétés.

Nos pays bénéficient des avantages de la révolution numérique. Mais, ils en sont aussi dépendants. Ils sont de plus en plus vulnérables à des tentatives de déstabilisation qui peuvent même viser nos démocraties.

Notre prospérité est liée à l'essor des échanges commerciaux qui contribuent à notre croissance. Les excès de la mondialisation appellent davantage de régulation, afin que le commerce mondial puisse bénéficier à tous et s'inscrire dans une approche fondée sur l'équité, la réciprocité et la durabilité. Or, les tendances protectionnistes sont de retour, avec une remise en cause des instruments qui permettent d'éviter que seuls les rapports de force organisent le commerce mondial.

Face à ces menaces, face à ces tendances, quelle réaction ? Celle du repli sur soi et de la tentation, là aussi illusoire, de se réfugier derrière des frontières ou derrière des murs ? Celle de la nostalgie pour un monde prétendument ordonné, celui de la guerre froide, où, dans une approche manichéenne, les amis et les ennemis étaient faciles à identifier ?

La réalité, c'est que ces vieilles recettes ne correspondent plus à notre monde. Il faut donc inventer des méthodes nouvelles, tout en se rappelant que nous ne partons pas de rien. Notre point de départ, ce sont nos principes et nos valeurs qui font notre force. C'est la conviction qu'un monde globalisé appelle plus, et non pas moins, de coopération internationale, plus, et non pas moins, de multilatéralisme. Un multilatéralisme dont l'efficacité doit être renforcée et qui doit fonctionner de manière flexible.

Cette exigence, la France et l'Allemagne, instruites par leur histoire, inspirées par leur réconciliation, peuvent la porter, avec énergie et détermination. Le président François Mitterrand disait «*le nationalisme, c'est la guerre*», c'est ce qu'il disait juste avant de quitter ses fonctions en 1995. Eh bien le multilatéralisme est l'antidote au nationalisme. C'est pour cela que nous sommes engagés ensemble dans le règlement du conflit ukrainien, au sein du format Normandie, pour faire prévaloir le dialogue et la négociation sur les armes.

Le multilatéralisme, c'est l'approche qui a été privilégiée dans le dossier nucléaire iranien. L'accord que nous avons conclu avec nos partenaires européens, américain, russe et chinois permet de stopper le développement d'un programme nucléaire à des fins militaires et ainsi d'ouvrir la voie à la réintégration de l'Iran dans le concert des nations. C'est un accord imparfait bien sûr. Mais, il ouvre davantage d'espairs et de perspectives qu'une hasardeuse confrontation. Son efficacité passe par la rigueur de sa mise en œuvre, mais aussi par la vigilance de la communauté internationale.

Le multilatéralisme, c'est encore considérer le traité de non-prolifération nucléaire comme la pierre angulaire de l'ordre nucléaire mondial et sa mise en œuvre comme un impératif pour la sécurité collective. C'est pourquoi la France inscrit son action en matière de désarmement dans le cadre de cette approche équilibrée, pas à pas, seule susceptible d'aboutir à des résultats concrets. C'est pourquoi la France

souhaite l'entrée en vigueur au plus tôt possible du traité d'interdiction complète des essais nucléaires. C'est pourquoi la France est déterminée à ce que la communauté internationale, et en particulier les membres permanents du conseil de sécurité, empêche la course folle engagée par la Corée du Nord vers un arsenal nucléaire complet et opérationnel, à coups d'essais nucléaires et de tests de missiles balistiques.

C'est toujours cette approche multilatérale, sous l'égide des Nations unies, que nous cherchons. Nous cherchons à faire prévaloir cette approche pour trouver une issue politique au conflit syrien. Sigmar Gabriel et moi-même, nous avons organisé, hier, à Bonn, une réunion des pays qui ont compris qu'il n'y aurait pas de paix et de stabilité durables en Syrie sans une transition politique, les *like-minded countries*. C'est à cette transition qu'il nous faut travailler et il faut le faire à Genève, dans le cadre des négociations qui reprendront la semaine prochaine sous l'égide des Nations unies et dans le cadre de la résolution 2254.

Nous savons que la défense de nos principes et de nos valeurs passe aussi par notre capacité à assurer la sécurité de nos populations et de nos sociétés. L'Union européenne, et je dis bien «l'Union européenne», a un rôle particulier à jouer dans ce domaine. Elle doit permettre aux Européens de construire leur autonomie stratégique, sur la base des investissements qu'ils doivent eux-mêmes consentir en faveur de leur défense. La France et l'Allemagne ont présenté des propositions en ce sens à leurs partenaires, des propositions qui ont permis au Conseil européen, en décembre dernier, de prendre des décisions. Maintenant, il s'agit de les mettre en œuvre.

Cet effort, cette mobilisation pour la défense européenne, nous la concevons non pas en concurrence, mais en complémentarité avec le rôle irremplaçable que l'OTAN joue et va continuer de jouer pour la sécurité de notre continent. À Varsovie, en juillet dernier, notre Alliance a manifesté son unité, réaffirmé sa pertinence, mais aussi sa détermination. Elle l'a fait sans agressivité, mais avec résolution. La France et l'Allemagne continueront de prendre toute leur part aux mesures de réassurance et à la présence avancée destinée à manifester notre solidarité à l'égard de nos alliés orientaux. Dans le même temps, nous poursuivrons notre dialogue avec la Russie, y compris au sein du Conseil OTAN-Russie, parce que nous sommes ouverts à la coopération avec la Russie, nous la souhaitons, sans transiger sur nos principes, nos valeurs et nos intérêts.

Mesdames et Messieurs,

Dans un contexte sombre, je l'ai dit, la tentation du repli sur soi est forte. Mais soyons conscients que le repli nous rendrait plus vulnérables. Au contraire, la construction d'une Europe plus unie et plus solidaire est une réussite collective qui assure à chacun de nos États membres une voix plus forte, dans ce nouveau monde incertain et parfois dangereux du XXI<sup>e</sup> siècle.

La France, l'Allemagne et leurs partenaires européens doivent continuer à agir en faveur de ce beau projet, et nous en savons quelque chose. Nous n'oublions pas. Nous n'avons pas le droit d'avoir la mémoire courte. Certes, pour les jeunes générations, l'Europe, c'est la paix. Mais ce qui est extraordinaire, c'est que cinq ans

après la fin de la Seconde Guerre mondiale, en 1950, un ministre français, Robert Schuman a fait une déclaration au ministère des affaires étrangères, au Quai d'Orsay, dans le salon de l'Horloge, c'était le début de la construction européenne. Cela a commencé avec la communauté européenne du charbon et de l'acier, mais le geste, c'était la main tendue et la main tendue, c'était la main de la France à l'Allemagne, deux pays qui avaient compris que leur destin, c'était de construire un avenir commun. Nous l'avons fait et nous l'avons réussi. Ce n'est pas le moment de l'oublier. Au contraire, c'est le moment de le renforcer, maintenant que l'Europe est plus largement rassemblée après la chute du mur de Berlin. C'est cette perspective qu'il ne faut surtout pas abandonner, qu'il faut renforcer, quels que soient les choix qui ont été faits, bien sûr je pense ici au choix du peuple britannique - raison de plus !

Ce message, il faut que nous l'adressions, ce message de mobilisation, ce message de confiance dans l'Europe, c'est-à-dire dans nos propres capacités à jouer notre rôle pour nous-mêmes, pour chacune de nos nations, pour leur prospérité et leur sécurité, mais aussi pour le reste du monde. Le reste du monde a besoin de grands ensembles stables. Parmi tous les grands ensembles, celui qui est peut-être le plus stable, celui qui est peut-être allé le plus loin - et il doit le faire encore davantage, - c'est l'Union européenne, pas l'Europe qui est un concept général, un continent, mais la construction politique que cela représente. Je suis venu vous dire aujourd'hui que la détermination de la France avec l'Allemagne est plus grande que jamais pour consolider ce que nous avons accompli pour nous-mêmes et pour l'humanité tout entière.

Je vous remercie de votre attention./.